

Je trouve déplorable que nous adoptions, d'une part, un bill sur les langues mais que, de l'autre, nous privions des milliers de Canadiens de possibilités égales dans le domaine de la santé et du bien-être. Rien ne saurait le justifier, à mon avis. Lorsque le peuple se rendra compte de ce qui se passe, il ne tardera pas à dire ce qu'il pense du régime d'assurance frais médicaux.

Une pareille tendance n'a rien de nouveau. En entendant discourir à ce propos le député ministériel qui a précédé le préopinant, je souhaitais qu'il eût examiné certains dossiers dans l'histoire de notre pays. Il apprendrait qu'un ancien ministre du Travail, à qui on signalait la pénible situation des chômeurs, avait déclaré qu'il était tout à fait impossible de faire travailler ceux-ci, que cela conduirait le pays à la ruine et coûterait des millions de dollars. Selon lui, nous ne pouvions pas nous permettre de tenter quoi que ce soit pour empêcher les gens de moisir dans l'oisiveté. Adolf Hitler avait découvert, comme nous, d'ailleurs, à la déclaration de la guerre, que dans un pays où il n'était pas possible de faire travailler les jeunes gens, de les rendre heureux et de les garder en bonne santé, où il n'y avait pas d'argent pour assurer un emploi civil convenable à nos jeunes citoyens, on pouvait trouver \$28,000 pour entraîner un pilote d'avion et \$25,000 pour entraîner un navigateur, autant qu'il en fallait. Nous avons aussi réussi à trouver l'argent qu'il fallait pour du matériel de guerre et de défense, parce que nous savions qu'il fallait le trouver.

Je constate que beaucoup de gens à la Chambre—j'en vois devant moi et même à côté de moi—ne savent pas encore que nous devons préparer l'avenir et avoir une population industrielle en bonne santé, une population qui aura foi dans son pays, sans cela nous devons en payer le prix; et ce prix-là aucun pays n'a les moyens de le payer. Sans l'assurance frais médicaux, nous n'aurons pas une population en bonne santé, car une forte proportion de Canadiens n'a pas les moyens de payer les honoraires de médecin. En ne donnant pas à notre population les soins médicaux dont elle a besoin et en permettant à la misère de subsister, nous allons faire de cette population ce que nous avons fait des Indiens, dont nous essayons en vain d'améliorer la santé pour l'amener au niveau du reste de la population. Bien que notre santé dépasse de loin le niveau de celle des Indiens, elle est mise en danger aujourd'hui par cette tentative en vue de faire rejeter le bill sur le régime d'assurance frais médicaux.

Si nous avons les moyens de prendre soin des personnes âgées, nous pouvons aussi réduire le coût de l'assurance frais médicaux

en donnant aux gens de quoi vivre et conserver le respect d'eux-mêmes. Nous n'irons sûrement pas jusqu'à dire, comme l'ont fait certains députés aujourd'hui, que nous n'avons pas les moyens de nous occuper des malades au Canada, qu'il n'y a tout simplement pas assez d'argent pour s'occuper d'eux, que ceux qui ont l'argent pour payer le médecin n'ont qu'à se bien porter, mais que les autres peuvent être malades ou souffrants indéfiniment. Des députés nous ont dit aujourd'hui que nous n'avons pas les moyens de nous occuper des personnes âgées; cachons-les donc quelque part où il n'en coûtera pas beaucoup, de façon à nous débarrasser de tout le problème parce que nous n'avons pas les moyens de leur donner assez pour vivre. Quand des gens prétendent qu'il est épouvantable et atroce d'augmenter les pensions à \$125 par mois, je me rappelle que le Conseil canadien du bien-être, il y a trois ans, a dit que pour vivre convenablement et en bonne santé, un célibataire a besoin de \$138 par mois.

Les membres du Parlement ne devraient sûrement pas abdiquer leur responsabilité de cette façon, car ils trahissent alors la confiance que leur ont témoignée les électeurs canadiens. Nous avons, il est vrai, de nombreux contribuables aisés dans nos circonscriptions, mais il n'y a personne ici qui n'ait pas également dans sa circonscription un grand nombre de personnes qui dépendent de l'aide que nous pouvons leur accorder en collaborant pour appliquer les régimes d'assurance frais médicaux, de sécurité de la vieillesse, et d'autres formes d'assistance sociale.

Certains d'entre nous, à mon avis, ne demandent rien d'extraordinaire. Nous disons simplement que nous voulons un gouvernement qui veillera à prendre les mesures qui s'imposent dans le domaine de la sécurité sociale et à permettre à l'industrie de réaliser le produit national brut dont nous avons besoin pour financer ces mesures. A moins que le gouvernement n'y parvienne, nous devons nous résigner à avoir une population divisée, dont la moitié sera en bonne santé et l'autre moitié malade, dont la moitié sera libre et l'autre moitié à demi asservie. A mon avis, cette division sera inévitable.

Pour ma part, je ne tenterai pas de refouler le Canada au XIX<sup>e</sup> siècle. Trop ne souhaitent que cela, mais il en faut parmi nous pour continuer à poursuivre l'idéal que désire la majorité de la population.

• (4.30 p.m.)

Un député de l'autre côté a suscité mon intérêt lorsqu'il a déclaré que notre parti semblait posséder maints spécialistes de sujets tels que la santé et le bien-être social. Nous ne sommes pas des experts. Toutefois,